

**Procès-verbal du comité syndical
intervenant en substitution du conseil d'exploitation de la Régie Velib'**

Séance du 12 novembre 2025

Le douze novembre deux mille vingt-cinq à 9 heures 30, le comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation, dûment convoqué le cinq novembre deux mille vingt-cinq, s'est réuni à distance sur teams et en présentiel au siège de l'Agence 47 bis rue des Vinaigriers – 75010 Paris, sous la présidence de Monsieur Sylvain Raifaud.

Nombre de délégués en exercice :	111
Nombre de personnalités qualifiées extérieures en exercice :	02

Nombre de délégués présents ou représentés :	63 (dont 25 pouvoirs)
Nombre de personnalités qualifiées extérieures présentes :	02

Étaient présents :

Titulaires (35) :

Frédéric Sitbon (Asnières-sur-Seine), Bruno Tuder (Bagneux), Cédric Nicolas (Bourg-la-Reine), Yann Viguié (Champigny-sur-Marne), Marie-Hélène Magne (Charenton-le-Pont), Laurent Taupin (Chevilly-Larue), Serge Kehyayan (Clamart), Léopold Michallet (Colombes), Sylvie Simon-Deck (Créteil), Jean-Luc Millard (Drancy), Marc Brunet (Fontenay-sous-Bois), Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes), Sophie Deschiens (Levallois-Perret), Marine Renavand (L'Haÿ les Roses), Marie-France Parrain (Maisons-Alfort), Olivier Stern (Montreuil), Eric Schindler (Neuilly-sur-Seine), Florent Lacaille-Albiges (Noisy-le-Sec), Sylvain Raifaud (Paris), Jean-Marie Ballet (Puteaux), Capucine Du Sartel (Saint-Cloud), Christophe Piercy (Saint-Denis), Patrice Pattée (Sceaux), Sophie de Lamotte (Suresnes), Sébastien Curlier-Andrade (Thiais), Nicolas Moreau (Vaucresson), Thierry Duboc (Villejuif), Robin Louvigné (Vincennes), Abdallah Benbekta (Vitry-sur-Seine), Marie-Catherine Herrmann (GPGE), Patricia Vavassori (GPGE), David Daoulas (GPSO), Patrick De La Marque (GPSO), Bertrand-Pierre Galey (GPSO), Alix Bougeret (Région Ile-de-France).

Suppléants avec voix délibératives (3) :

Maryse Dorra (Ivry-sur-Seine), Louise Bompaire (GPSO), Luc Mauvarin (GPSO).

Suppléant sans voix délibérative (1) :

Stéphane Perrin-Bidan (Suresnes).

Excusés ayant donné pouvoir (25) :

Stéphanka Toussaint (Bois-Colombes) à Geneviève Gaillabaud, Pierre Leclerc (Bry-sur-Marne) à Frédéric Sitbon, Samuel Besnard (Cachan) à Bruno Tuder, Marc Feugere (Chatenay-Malabry) à Serge Kehyayan, Elodie Dorfiac (Châtillon) à Luc Mauvarin, Kristian Bolle (Choisy-le-Roi) à Serge Kehyayan, Hervé de Compiègne (Courbevoie) à Frédéric Sitbon, Sophie Merchat (Enghien-les-Bains) à Sophie Deschiens, Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses) à Jean-Luc Millard, Gabriel Galiotto (Le Blanc-Mesnil) à Geneviève Gaillabaud, Vincent Soulage (Nanterre) à Florent Lacaille-Albiges, Pierrick Amella (Pantin) à Christophe Piercy, Frédéric Sgard (Rueil-Malmaison) à Capucine Du Sartel, Patrick Leroy (Rungis) à Capucine Du Sartel, Claude Majeux (Saclay) à Christophe Piercy, Luc Alonso (Saint-Mandé) à Marie-Hélène Magne, Nathalie Brar-Chaveau (Vélizy-Villacoublay) à Patrice Pattée, Henri

Roger-Estrade (Verrières-le-Buisson) à Patrice Pattée, Emmanuel Lion (Versailles) à Robin Louvigné, Mickaël Rigault (GPGE) à Patricia Vavassori, Thierry Siouffi (GPSO) à Patrick De La Marque, Hervé Lièvre (GPSO) à Luc Mauvarin, Bernard Roche (GPSO) à Patrick De La Marque, Patrick Ollier (MGP) à Sylvain Raifaud, Christophe Najdovski (MGP) à Sylvain Raifaud.

Personnalités qualifiées (2) : Christine Lambert et Frédéric Heran.

Excusés : Jean-François Ploteau (Argenteuil), Edith Félix (Bagnolet), Farid Benyahia (Epinay-sur-Seine), Christophe Bernier (Gennevilliers), Clément Pecqueux (Ivry-sur-Seine), Laura Manach (Joinville-le-Pont), Mehdi Hafsi (La Courneuve), Marie-Laure Majou (Le Chesnay-Rocquencourt), Benoit Blot (Le Plessis-Robinson), Christophe Paquis (Les Lilas), Sophie Bosquillon (L'Ile-Saint-Denis), François Vauglin (Paris), Julie Lefebvre et Marc Elfassy (Romainville), Jean-Paul Mordefroid (Verrières-le-Buisson), Jean-Pierre Barnaud (MGP).

Total des voix : **1 135, 84 voix**

Assistaient également à la séance : Yannick Cabaret, Directeur général, Fabienne Puig, Directrice de l'administration générale et des RH, Marthe Ozbolt, Directrice de la Communication et du Marketing, Sédik Chekir, Responsable service finances, Malik Salemkour, Directeur juridique et de la commande publique, Thierry Pereira, Directeur technique.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation Velib' de la séance du 17 juin 2025
2. Délibérations :
 - VM 2025 10 - Avis sur la modification du montant des contributions 2025 au Budget annexe
 - VM 2025 11 - Avis sur l'avenant n°4 de la convention de financement et de suivi entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole dans le cadre de la mise en œuvre du service public Velib'
 - VM 2025 12 - Avis sur la décision modificative n°1 du Budget Annexe – Régie Velib' 2025

Le quorum étant atteint, le Président ouvre la séance.

Le Président propose de désigner Monsieur Patrice Pattée secrétaire de séance. Pour **1 135,84 voix**

La proposition est adoptée à l'unanimité.

1. Approbation du procès-verbal du comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation de la séance du 17 juin 2025

Le Président demande s'il y a des observations et, en l'absence, soumet à l'approbation des membres le procès-verbal du comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation Vélib' du 17 juin 2025.

Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Pour : 1 135,84 voix

Le procès-verbal du comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation de la séance du 17 juin 2025 est approuvé à l'unanimité.

2. Délibérations

VM 2025 10 – Avis sur la modification du montant des contributions 2025 au Budget annexe

Le Président donne la parole à Sédik Chekir.

Sédik Chekir, Responsable du service finances, indique qu'avec un pic d'abonnés de 531 000 réalisé au mois de juillet 2025, les recettes usagers n'ont jamais été aussi élevées depuis le début du service que durant le premier semestre 2025.

Depuis juillet, dit-il, les recettes ont commencé à diminuer, notamment en raison des personnes qui se sont abonnées au service à l'occasion des Jeux Olympiques et Paralympiques et qui n'ont pas renouvelé leur abonnement et des vols que le service a connus au même moment.

Néanmoins, ajoute-t-il, la réforme tarifaire permet de maintenir des recettes sur le dernier trimestre 2025 à un niveau élevé avec une prévision réhaussée à 33,4 M€ au lieu de 31,85 M€.

De plus, l'atterrissage 2025 permet de diminuer de 952 K€ les dépenses liées au marché du fait d'une baisse de 0,5 point de l'indice de revalorisation du marché et d'un nombre d'ouverture de stations inférieur au vote du budget primitif de 2024 (une dizaine de moins).

Aussi, en prévision de recettes plus élevées que prévues, d'une diminution des charges liées au marché et d'un budget de fonctionnement voté en suréquilibre (974 K€), le reste à charge pour les collectivités adhérentes au service Velib' se trouve diminué. Ainsi, dit-il, il est proposé d'ajuster la contribution 2025 comme suit :

Collectivité	Période d'ouverture	Fonctionnement	Exploitation	Total
Paris		1 200,00 €	18 780,00 €	19 980,00 €
Hors Paris	1er semestre	1 200,00 €	8 790,00 €	9 990,00 €
	3e Trimestre	600,00 €	4 395,00 €	4 995,00 €
	4e Trimestre	300,00 €	2 197,50 €	2 497,50 €

De ce fait, la participation financière de la Métropole du Grand Paris à l'Agence métropolitaine des mobilités partagées se trouve modifiée et se décompose comme suit :

Année d'ouverture	Nombre Station	Contribution par station	
avant le 01-01-2021	392	9 990,00 €	Années restante jusqu'à la fin du marché
2021	22	6 016,91 €	
2022	23	5 619,60 €	
2023	31	4 414,00 €	
2024	10	3 717,00 €	
2025_1S	18	61 336,00 €	2 654,86 €
2025_3T	3	55 760,00 €	2 737,86 €
2025_4T	10	52 972,00 €	2 779,36 €

La contribution obligatoire de la Métropole pour la gestion administrative de l'Agence est arrêtée à un montant de 99 900 euros par an.

Le Président rappelle que tout au long du mandat, les membres ont eu l'occasion de délibérer sur le montant des contributions des communes et de la MGP. On est, dit-il, dans cet équilibre qui a été beaucoup discuté en séance entre l'usager et le contribuable.

Cette réflexion avait eu lieu en 2023 pour faire face à l'inflation à laquelle le Syndicat a été confronté. Les membres ont rappelé que les finances des collectivités n'étaient pas extensibles et qu'il fallait faire attention lorsqu'il s'agit d'augmentation des contributions. L'Agence a entendu ces revendications et, à l'aube de la fin de la mandature, on est, dit-il, sur une réduction significative de cette contribution (soit une baisse de plus de 10 % sur le budget des collectivités).

Au regard de cette diminution, il espère pouvoir maintenir le niveau d'engagement des uns et des autres de façon à développer des stations supplémentaires puisque l'enjeu pour l'Agence est la densification du réseau pour avoir plus de stations à proximité des habitants dans les différentes communes.

Il saisit également cette opportunité pour demander aux membres d'encourager leur maire à augmenter de 10% le nombre de stations sur leur commune et ainsi maintenir la contribution à un niveau égal.

Le Président donne la parole aux membres.

Patrice Pattée (Sceaux) constate que 7 ans après le lancement du service avec le prestataire, on est toujours avec un reste à charge définis à l'époque de 20 000 € par station et par commune. Il se félicite d'avoir un service qui est resté stable, qui continue de se développer et d'être utilisé.

Bertrand-Pierre Galey (Grand Paris Seine Ouest) rappelle les dires du Président en matière de rééquilibrage pour diminuer la charge du contribuable par rapport à celle de l'usager et estime que c'est un très bon signe.

Olivier Stern (Montreuil) explique que sa commune est intéressée par l'augmentation du nombre de stations et voudrait qu'on lui confirme que pour maintenir le service à un même niveau, il faudrait augmenter de 10 % le nombre de stations par commune.

Le Président répond que la contribution des communes hors Paris, une fois la prise en compte de l'apport de la MGP, sera de l'ordre de 10 000 €. On était, dit-il, à 11 150 €, soit une baisse de plus de 10 %. Cette diminution des contributions pourrait entraîner une augmentation du nombre de stations.

Abdallah Benbekta (Vitry-sur-Seine) estime que si on baisse les contributions de 10 %, on pourrait augmenter de 12,5 % le nombre de stations.

Le Président demande s'il y a d'autres observations et en l'absence, soumet la délibération VM 2025 10 à l'avis des membres.

Défavorable : 0 voix
Abstention : 0 voix
Favorable : 1 135,84 voix

Le comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation, après en avoir délibéré, à l'unanimité, émet un avis favorable sur la modification du montant des contributions 2025 au Budget annexe selon les modalités suivantes :

- Pour la Ville de Paris : 19 980 € par station soit 1 200 € liés aux dépenses de fonctionnement de l'Agence pour la compétence Velib' et 18 780 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;

- Pour les collectivités hors Paris : 9 990 € par station soit 1 200 € liés aux dépenses de fonctionnement de l'Agence pour la compétence Velib' et 8 790 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- Pour les collectivités hors Paris dans le cadre des stations seulement installées au 3^{ème} trimestre de l'année : 4 995 € par station soit 600 € liées aux dépenses de fonctionnement de l'Agence pour la compétence Velib' et 4 395 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.
- Pour les collectivités hors Paris dans le cadre des stations seulement installées au 4^{ème} trimestre de l'année : 2 497,50 € par station soit 300 € liées aux dépenses de fonctionnement de l'Agence pour la compétence Velib' et 2 197,50 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.
- La participation financière de la Métropole du Grand Paris à l'Agence se décompose comme suit :
 - La contribution obligatoire de la Métropole pour la gestion administrative de l'Agence est arrêtée à un montant de 99 900 euros par an ;
 - La subvention de la Métropole pour le financement de la compétence Velib' est définie selon les modalités suivantes :
 - Pour les stations ouvertes sur le territoire de la Métropole hors Paris, avant le 1^{er} janvier 2021 : la participation est de 9 990 euros par an par station,
 - Pour les 22 stations entrant dans le cadre de l'avenant 1 et ouvertes en 2021, la participation est de 6 016,91 € à compter de 2025 et jusqu'à la fin du marché,
 - Pour les 23 stations entrant dans le cadre de l'avenant 1 et ouvertes en 2022, la participation est de 5 619,60 € à compter de 2025 et jusqu'à la fin du marché,
 - Pour les 31 stations entrant dans le cadre de l'avenant 1 et ouvertes en 2023, la participation est de 4 414 € à compter de 2025 et jusqu'à la fin du marché,
 - Pour les 10 stations entrant dans le cadre de l'avenant 1 et ouvertes en 2024, la participation est de 3 717 € à compter de 2025 et jusqu'à la fin du marché,
 - Pour les stations ouvertes sur le territoire de la métropole hors Paris après le 1^{er} janvier 2025, dans la limite de 155 stations :
 - Pour les stations ouvertes au 1^{er} semestre de l'année, la participation est de 2 654,86 euros par an, en moyenne sur la durée restante du marché, par station, et 61 336 euros l'année d'ouverture des stations,
 - Pour les stations ouvertes au 3^{ème} trimestre de l'année, la participation est de 55 760 euros l'année d'ouverture des stations. Pour les N années restant jusqu'à la fin du marché, la participation annuelle P est calculée selon la formule suivante :

$$P = \frac{(4\,995\,€ + 9\,990\,€ * N) - 55\,760\,€}{N}$$

- Pour les stations ouvertes au 4^{ème} trimestre de l'année, la participation est de 52 972 euros l'année d'ouverture des stations. Pour les N années restant jusqu'à la fin du marché, la participation annuelle P est calculée selon la formule suivante :

$$P = \frac{(2\,497,50\,€ + 9\,990\,€ * N) - 52\,972\,€}{N}$$

Soit une subvention totale estimée à 6 252 654,82 €, financement des stations éphémères hors Paris compris.

La subvention est convertie en équivalent-stations, dont le nombre correspond à 50% du nombre des stations financées hors stations éphémères.

Ces montants seront constatés en recettes du budget de fonctionnement du budget annexe de la Régie Vélib' 2025.

Article 2 : DIT que les recettes seront constatées sur le budget annexe Régie Velib'.

VM 2025 11 – Avis sur l'avenant n°4 de la convention de financement et de suivi entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole dans le cadre de la mise en œuvre du service public Velib'

Le Président donne la parole à Sédik Chekir

Sédik Chekir, Responsable du service finances rappelle que toute modification des contributions doit faire l'objet d'un avenant de la convention avec la MGP. Cet avenant n°4 a pour but d'actualiser et de préciser les modalités de la participation financière de la Métropole du Grand Paris au fonctionnement du service public Velib' Métropole, en application des articles 8-3 et 14 des statuts de l'Agence ainsi que de la délibération 2025 37 portant modification du montant des contributions au budget annexe de l'Agence.

Il indique également qu'un dossier avait été adressé aux membres dans lequel étaient prévues les modalités de subvention exceptionnelle pour la mise en place d'une station éphémère lors des Championnats d'Europe de Natation en 2026. Ce passage, dit-il, a été supprimé dans l'attente d'un financement du Centre Français de Natation. Un autre avenant sera donc à prévoir pour la mise en place de cette station.

Le Président est satisfait qu'il y ait des stations éphémères à proximité des sites sportifs lorsqu'il y a des événements importants et donne la parole aux membres.

Patrice Pattée (Sceaux) informe que la Ville de Paris se prépare à accueillir la 3^e édition de la coupe du monde de football unifié Spécial Olympics du 2 au 12 juillet 2026 au stade Charlety qui réunira des athlètes avec et sans déficience intellectuelle.

Le Président répond qu'on sera prêt à les accueillir avec des Velib' sous réserve que les organisateurs et la Ville de Paris s'accordent sur les stations géantes.

Abdallah Benbekta (Vitry-sur-Seine) demande comment cela se passe au niveau des abonnements Velib' quand il y a des installations de stations éphémères.

Yannick Cabaret, Directeur général répond qu'en général ces stations éphémères sont ouvertes quelques heures et permettent de déposer et/ou reprendre un velib'. L'objectif est de répondre à un besoin ponctuel, comme cela a été le cas pendant les Jeux de 2024. Ce dispositif fonctionne avec tous les abonnements du service. Pour l'Agence, c'est une convention qui est signée avec l'organisme sportif qui, généralement finance ces stations.

Abdallah Benbekta (Vitry-sur-Seine) demande si les collectivités contribuent à l'installation de ces stations éphémères.

Le Président propose de refaire une présentation du dispositif des stations éphémères et la manière dont cela fonctionne. Il rappelle que ce dispositif a fortement été salué pendant les Jeux. L'Agence continue de travailler avec les grands équipements sportifs tels que le Stade de France, Accor Aréna etc. et sensibilise les organisateurs d'événements pour installer des stations géantes à proximité.

Luc Mauvarin (Grand Paris Seine Ouest) indique que ce sont également des stations humaines. L'intérêt à l'Ouest Parisien, c'est de faire travailler sur les vélos des personnes en insertion professionnelle. On a, dit-il, beaucoup d'associations qui agissent positivement par rapport à ce genre d'événement et de participation.

Stéphane Perrin-Bidan (Suresnes) indique que comme sa commune est à proximité de l'hippodrome de Longchamp, il souhaiterait avoir plus d'informations sur l'installation des stations éphémères. Il pense qu'il pourrait être intéressant d'imaginer ou de contrôler le flux entre ces stations à l'hippodrome et celles qui sont de l'autre côté du Pont de Suresnes.

Le Président répond que l'évènement « Solidays » qui se produit à l'hippodrome de Longchamp a lieu chaque année depuis 4 ans. Il précise que Yannick Cabaret fera un point sur les autres évènements qui y sont organisés.

Maryse Dorra (Ivry-sur-Seine) rebondit sur ce qu'a dit L. Mauvarin concernant l'insertion professionnelle et souhaiterait en savoir plus sur ce dispositif.

Le Président répond qu'au moment des Jeux, Smovengo a eu recours à beaucoup de personnel pour les dizaines de stations éphémères. Smovengo, dit-il, à la demande de l'Agence, fait des efforts significatifs pour permettre à des personnes en insertion de travailler dans ses ateliers de Villeneuve-la-Garenne et d'Alfortville. A la signature des avenants en 2021, une clause avait été ajoutée afin qu'ils recrutent 20 % de personnes en insertion. Pour finir, il propose qu'une présentation soit faite aux membres sur ce dispositif.

Bertrand-Pierre Galey (Grand Paris Seine Ouest) revient sur les stations éphémères et fait part des problématiques occasionnés en matière de nuisances, de circulation que rencontrent certains riverains de Boulogne lors d'évènements sportifs au Parc des Princes, Roland Garros, etc. Il voudrait savoir comment travailler sur ce sujet sensible.

Yannick Cabaret, Directeur général répond que c'est une démarche qui est mise en œuvre auprès de l'ensemble des organisateurs d'évènements de plus de 2 000 personnes pour signaler la disponibilité du service pour mettre en place des stations éphémères. Cela vient en complément de la démarche faite par « Lime » et « Dot » qui proposent à ces organisateurs contre rémunération, de mettre en place des stations virtuelles accueillant des vélos privés pour certains évènements. Il précise que dans la Charte événementielle de la ville de Paris, il a été intégré que pour l'ensemble des évènements parisiens, les organisateurs ont l'obligation de contacter l'Agemob pour étudier les modalités de mise en place de stations éphémères.

S'agissant du Parc des Princes, dit-il, aucune station éphémère n'a été installée, mais avec cette obligation prévue dans la Charte, cela pourrait arriver rapidement. Concernant Roland Garros, l'Agence a déjà démarché les organisateurs de ce tournoi qui ont répondu qu'ils n'étaient pas intéressés. Il ajoute que cela pourrait changer avec les modifications conventionnelles prévues dans la Charte.

Il termine en indiquant qu'une ligne de 200 000 € maximum par an est inscrite au budget pour la réalisation de ce type d'opération.

Bertrand-Pierre Galey (Grand Paris Seine Ouest) remercie pour cette réponse et souhaiterait être associé aux démarches entreprises par l'Agence sur les lieux sportifs qu'il vient d'évoquer en collaboration avec la commune de Boulogne.

Sophie De Lamotte (Suresnes) demande s'il pourrait être envisageable d'avoir une station Velib' au niveau de la grande cascade qui desservirait l'hippodrome de Longchamp, Good Planet et le début du Bois de Boulogne, ce qui permettrait aux usagers de l'utiliser et surtout pendant les évènements sportifs.

Le Président remercie pour cette suggestion et précise qu'il est en contact avec la Ville de Paris sur un certain nombre de stations dans le Bois de Boulogne et le Bois de Vincennes. Il prend donc note des lieux suggérés pour en discuter avec M. David Belliard.

Thierry Pereira, Directeur technique souligne qu'il y a déjà une station à proximité de la grande cascade et pour des raisons architecturales, cette station est un peu cachée pour ne pas gêner la perspective.

Marie-Hélène Magne (Charenton-le-Pont) partage la réflexion de M. Galey en matière de stations éphémères puisque, dit-elle, la Foire du Trône, qui dure 2 mois, génère un flux important de véhicules, même si un plan de circulation a été établi avec la ville de Paris. Toutefois, elle ne sait pas ce qui est fait ou pourrait être fait par l'Agence du côté de La Porte Dorée, quand il y a ce genre d'évènement.

Le Président répond que cela pourrait être intéressant de faire un point sur cette question et faire peut être une coalition Paris, Charenton avec La Foire du Trône.

Luc Mauvarin (Grand Paris Seine Ouest) demande s'il est envisagé de mettre des stations éphémères du côté de La Défense.

Le Président répond qu'il a participé au 3^e comité de pilotage avec l'établissement public Paris La Défense et des annonces avaient été faites sur l'arrivée de Velib'. Ce qui bloque, dit-il, c'est qu'Enedis qui était présent à ce comité au même titre que les communes de Puteaux et de Courbevoie, a décidé de profiter du déploiement Velib' pour se faire financer à quelques centaines de milliers d'euros le renouvellement complet de son réseau et le développement de plusieurs postes dont il a besoin. Enedis est donc la cause de la perte de temps du déploiement de Velib' à la Défense. Néanmoins, il espère ce déploiement en 2026 quand on aura, dit-il, les 30 stations et les 1200 points d'accroche, d'après l'étude faite par les services de l'Agence. Les discussions demeurent importantes avec Enedis et le projet est très suivi avec Paris La Défense.

Le Président demande s'il y a d'autres observations et en l'absence, soumet la délibération VM 2025 11 à l'avis des membres.

Défavorable : 0 voix

Abstention : 0 voix

Favorable : 1 135,84 voix

Le Comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation, après en avoir délibéré, à l'unanimité, émet un avis favorable sur l'avenant n°4 de la convention de financement et de suivi entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole dans le cadre de la mise en œuvre du service public Velib'.

La participation financière de la Métropole du Grand Paris à l'Agence se décompose comme suit :

- La contribution obligatoire de la Métropole pour la gestion administrative de l'Agemob est égale 10 x la contribution annuelle hors Paris pour un équivalent-station, soit pour 2025 un montant de 99 900 euros ;
- La subvention de la Métropole pour le financement de la compétence Velib' est définie selon les modalités suivantes :
- Pour les stations ouvertes sur le territoire de la Métropole hors Paris, avant le 1^{er} janvier 2021 : la participation est de 9 990 euros par an par station,
- Pour les 22 stations entrant dans le cadre de l'avenant 1 et ouvertes en 2021, la participation est de 6 016,91 € à compter de 2025 et jusqu'à la fin du marché,
- Pour les 23 stations entrant dans le cadre de l'avenant 1 et ouvertes en 2022, la participation est de 5 619,60 € à compter de 2025 et jusqu'à la fin du marché,
- Pour les 31 stations entrant dans le cadre de l'avenant 1 et ouvertes en 2023, la participation est de 4 414 € à compter de 2025 et jusqu'à la fin du marché,
- Pour les 10 stations entrant dans le cadre de l'avenant 1 et ouvertes en 2024, la participation est de 3 717 € à compter de 2025 et jusqu'à la fin du marché,
- Pour les stations ouvertes sur le territoire de la métropole hors Paris après le 1^{er} janvier 2025, dans la limite de 114 stations :

- Pour les stations ouvertes au 1^{er} semestre de l'année, la participation est de 2 654,86 euros par an, en moyenne sur la durée restante du marché, par station, et 61 336 euros l'année d'ouverture des stations,
- Pour les stations ouvertes au 3^{ème} trimestre de l'année, la participation est de 55 760 euros l'année d'ouverture des stations. Pour les N années restant jusqu'à la fin du marché, la participation annuelle P est calculée selon la formule suivante :

$$P = \frac{(4\,995 \text{ €} + 9\,990 \text{ €} * N) - 55\,760 \text{ €}}{N}$$

- Pour les stations ouvertes au 4^{ème} trimestre de l'année, la participation est de 52 972 euros l'année d'ouverture des stations. Pour les N années restant jusqu'à la fin du marché, la participation annuelle P est calculée selon la formule suivante :

$$P = \frac{(2\,497,50 \text{ €} + 9\,990 \text{ €} * N) - 52\,972 \text{ €}}{N}$$

La subvention est convertie en équivalent-stations, dont le nombre correspond à 50% du nombre des stations financées hors stations éphémères.

Article 2 : AUTORISE le Président du Syndicat à signer cet avenant n° 4 à la convention de financement et de suivi.

VM 2025 12 – Avis sur la décision modificative n°1 du Budget Annexe – Régie Velib' 2025

Le Président donne la parole à Sédik Chekir.

Sédik Chekir, Responsable du service finances, rappelle que la section de fonctionnement du budget annexe a été votée avec un suréquilibre de 974 540,20 € lors du BS de juin 2025 afin de pouvoir procéder à une baisse des contributions lors d'une décision modificative de fin d'année après analyse des premiers effets de la réforme tarifaire sur les recettes usagers.

Aussi, dit-il, la décision modificative n° 1 du budget annexe « Régie Velib' » 2025 vise à procéder à la modification des inscriptions budgétaires nécessaires à la prise en compte de :

- l'excédent de fonctionnement,
- la prise en compte de la hausse prévisionnelle des recettes usagers,
- la modification du montant de la contribution Velib' 2025,
- la prise en compte en recettes des pénalités du marché de 551 K€,
- la baisse du coût du marché lié à une baisse de 0,5% du taux de revalorisation et à un nombre d'ouverture de stations inférieur à ce qui était prévu (+/-10).

Par conséquent, il est proposé, dit-il, de réduire de 952 199,98 € les dépenses et de 1 926 740,18 € les recettes de fonctionnement.

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
11	611	952 199,98 €			
70	706888				1 550 000 €
70	70878				60 500 €
74	74748			3 020 300,00 €	
74	74758			1 082 945,18 €	
75	755				551 005 €
75	75888				15 000 €
Total		952 199,98 €		4 103 245,18 €	2 176 505 €
Solde		952 199,98 €		1 926 740,18 €	
Solde Total				974 540,20 €	

Il précise enfin qu'avec cette décision modificative et le solde de l'excédent cumulé de fonctionnement à fin 2024 reporté de 974 540,20 €, le budget de fonctionnement est équilibré.

Le Président demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération VM 2025 12 à l'avis des membres.

Défavorable : 0 voix

Abstention : 0 voix

Favorable : 1 135,84 voix

Le Comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation, après en avoir délibéré, à l'unanimité, émet un avis favorable sur la décision modificative n°1 du Budget Annexe – Régie Velib' 2025 qui prévoit :

- d'inscrire en dépenses de fonctionnement **-952 199,98 €**
- d'inscrire en recette de fonctionnement **-1 926 740,18 €**
- d'approuver en conséquence, la décision modificative n°1 du budget annexe 2025 arrêtée comme suit :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
11	611	952 199,98 €			
70	706888				1 550 000 €
70	70878				60 500 €
74	74748			3 020 300,00 €	
74	74758			1 082 945,18 €	
75	755				551 005 €
75	75888				15 000 €
Total		952 199,98 €		4 103 245,18 €	2 176 505 €
Solde		952 199,98 €		1 926 740,18 €	
Solde Total				974 540,20 €	

Ainsi, avec cette DM et le solde de l'excédent cumulé de fonctionnement à fin 2024 reporté de 974 540,20 €, le budget de fonctionnement est équilibré.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 10h55.

Le Secrétaire,

Patrice Pattée

Le Président,

Sylvain Raifaud